

Débat sur l'uniforme à l'école : le travail de sape de Brigitte Macron

PAGES 10-11

FRANCE

UNIFORME Brigitte Macron chausse les bottes du RN





La sortie de la première dame dans le «Parisien» jeudi a réjoui les députés d'extrême droite qui ont présenté le même jour une proposition de loi en ce sens dans le cadre de leur niche parlementaire. Un timing qui embarrasse la majorité.

Par
VICTOR BOITEAU
 et **JEAN-BAPTISTE DAULAS**

Entre galette des rois et cérémonies de vœux, la tournée Pièces jaunes de Brigitte Macron est un incontournable de janvier. Avec une figure imposée: le 20 heures de TF1 pour appeler les Français à se délester de leur ferraille entre le 11 janvier et le 4 février. Et un programme libre: cette année, une rencontre avec des lecteurs du *Parisien/Aujourd'hui en France*. Quand elle arrive mardi au siège du quotidien, la première dame ignore la liste des questions qui lui seront posées. C'est la règle du jeu. Plus gênant pour la majorité, elle n'a pas en tête le calendrier parlementaire et, en réponse à une lectrice, se lance spontanément dans un éloge de l'uniforme à l'école... alors que les députés du Rassemblement national (RN) ont défendu jeudi dans l'hémicycle une proposition de loi pour le rendre obligatoire. «*Cela gomme les différences, on gagne du temps – c'est chronophage de choisir comment s'habiller le matin – et de l'argent – par rapport aux marques*», fait valoir l'épouse du Président, militant pour «*une tenue simple et pas tristoune*» dans cet entretien relu avant publication par l'Élysée et mis en ligne dès mercredi soir. «*Elle a le droit de le penser. Mais pourquoi cette sortie la veille de la niche du RN? a réagi la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-les Verts, Marine Tondelier. Les digues cèdent une à une.*»

A l'Assemblée, les députés RN ayant feuilleté les pages du quotidien se sont frotté les paluches. «*Merci à la première dame d'apporter son soutien à la proposition que je défendrai aujourd'hui à l'Assemblée*», a tweeté Roger Chudeau, l'auteur du texte et ancien conseiller éducation de François Fillon. Salle des Quatre-Colonnes, Marine Le Pen s'est égale-

ment réjoui de ce soutien inopiné: «*Elle y est favorable comme de nombreux Français.*» Dans l'hémicycle, le RN a fanfaronné après ce «*soutien inattendu*», dicit Chudeau. «*Pour une fois, la lumière vient de l'Élysée*», a gloussé Julien Odoul. Voir l'épouse du chef de l'Etat apporter de l'eau au moulin lepéniste a en revanche horripilé la gauche. «*C'est le "en même temps"*», grince Jérôme Guedj, député PS de l'Essonne. *Le RN est dans un sujet de bataille culturelle, ils prennent tout ce qu'ils veulent prendre.*» Un de ses collègues de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) mord les chevilles conservatrices de l'ex-prof de français. «*Brigitte Macron, c'est le pensionnat de Chavagnes.*» Et une députée Renaissance de soupirer: «*C'est vrai que ça ne nous aide pas. Politiquement, c'est désastreux.*»

«RIEN N'ÉTAIT PRÉMÉDITÉ»

Un poil gênée, la majorité plaide la pure coïncidence d'une interview tombant pendant la niche législative du RN. «*La première dame n'a pas de conseiller parlementaire, si?*» feint d'interroger une députée Renaissance. «*Rien n'était prémédité dans ses propos, elle s'était déjà prononcée pour l'uniforme*, défend-on au ministère de l'Éducation nationale. *Elle s'exprime en son nom propre. La position du gouvernement est claire: pas de loi sur l'uniforme.*» «*C'est une déconvenue pour le ministre*», écorche un député Nupes. En commission, les députés de la majorité avaient respecté la ligne de Pap Ndiaye, rejetant l'obligation du port de l'uniforme. Le cabinet du ministre fait valoir que le droit français autorise déjà des expérimentations. Les conseils d'école peuvent imposer une tenue d'établissement dans le premier degré, de même que les conseils d'établissement dans le second degré. Alors que la proposition de loi RN était débattue jeudi en soirée, les députés de la ma-





majorité devaient s'en tenir à cette ligne. Au Palais-Bourbon, ils se sont fait spectateurs des piques entre le RN et la gauche. «*Pour aujourd'hui, c'est réglé*», soufflait une députée Renaissance. Et demain ? Le débat dans lequel Brigitte Macron s'est immiscée demeure miné pour la majorité. Une poignée de députés Renaissance, encouragés par la secrétaire d'Etat à la Citoyenneté, la Néo-Calédonienne Sonia Backès, avaient déjà envisagé en novembre de déposer une proposition de loi pour favoriser le port de l'uniforme à l'école. «*Ça fonctionne et plus personne ne le remet en cause*», défend Nicolas Metzdorf, député Renaissance de Nouvelle-Calédonie, où l'uniforme est en vigueur depuis 2017 dans la province sud. «*C'est aussi un gain de pouvoir d'achat pour les familles. Si ça fonctionne en Nouvelle-Calédonie, il n'y a pas de raison que ça ne fonctionne pas en France métropolitaine.*» Cette initiative de sept élus pro-uniforme, dont les députés de Paris Caroline Yadan et Benjamin Haddad, a chiffonné Pap Ndiaye et n'a accouché que de la mise en place d'un groupe de travail. Des députés anti-uniforme, comme Cécile Rilhac (Val-d'Oise), ont réussi à s'y incruster in extremis. Réunis dans une boucle Telegram sobrement intitulée «*Tenue d'établissement*», ils sont désormais 18 parlementaires Renaissance à mener des auditions de recteurs, d'associations de parents d'élèves et de syndicats de professeurs. Autrice d'un amendement vidant de sa substance la proposition de loi de Roger Chudeau, Rilhac a créé une boucle d'une soixantaine de députés Renaissance pour coordonner la riposte contre l'initiative du RN. «*Spontanément, personne ne parle de l'uniforme pour régler les maux de l'école*», constate-t-elle après de nombreuses visites d'établissements scolaires. «*L'uniforme participe à une forme d'embrigadement. Je trouve ça malsain*», renchérit l'un de ses collègues. «*Moi aussi j'ai porté un uniforme, je n'en suis pas nostalgique*», grince une députée Renaissance. Bref, les parlementaires macronistes semblent majoritairement rétifs à une nouvelle loi. «*On est censés s'être mis d'accord courant mars, mais le consensus va être difficile à trouver*», confirme Rilhac.

«JE NE LE CONNAIS PAS»

La séquence n'aide pas à désamorcer une ru-

meur de mésentente entre Pap Ndiaye et la première dame, très proche de son prédécesseur Jean-Michel Blanquer. «*Je ne le connais pas*», a déclaré Brigitte Macron à l'Obs dans un long portrait publié en décembre. Les entourages du ministre et de l'épouse du chef de l'Etat vantent pourtant à Libération une relation «*très cordiale*». La droite semble pressée d'exploiter le filon. «*Voilà une cause sur laquelle nous pourrions nous retrouver*», a salué le président des sénateurs LR, Bruno Retailleau, en tweetant les propos de la première dame sur l'uniforme. «*Nous porterons une telle proposition très prochainement au Sénat.*»

Gênée, la majorité plaide la pure coïncidence d'une interview tombant pendant la niche législative du Rassemblement national: «La première dame n'a pas de conseiller parlementaire, si?»





Brigitte Macron milite pour «une tenue simple et pas tristoune» à l'école. PHOTO LUDOVIC MARIN, AFP





Le président du RN, Jordan Bardella, mardi à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

